L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 27 JANVIER.

SOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 27 JANVIER 1875

Neuvième Année.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. de Férist & Co, rue St Louis, entre Marais et Treme.—Un lot de meubles.

Par A. Gerard, aux abattoirs, près le cale Gerard, chevaux, mulets, wagons, etc.

Par Hoffman, Mayes & Co., au No 87 de la rue de Chartres,—marchandises sèches, lingerie, "notions", rubans, manteaux, etc.

Par D. E. Morphy, aux Nos 52 et 54 de la rue des Magasins.—Faience et verrerie.

Par Vincent & Co., aux Nos 82 et 84 de la rue de la Levée, bottes, souliers et brodequins—souliers de Philadelphie.

Charrues, à herses.—Voir l'avis d'encan de D. E. Morphy.

Faience, verrerie, &c.—Voyez l'annonce d'encan de E. D. Morphy.

SPECTACLES.

Mercredi, 27 Janvier 1875.

VARIÉTÉS.—A midi. The man O'Arlie; le soir, The Duke's Motto.

ACADÉMIE.—A midi et le soir.—Under the Gas Light.

ST CHARLES.—Humpty Dumpty.

La politique intérieure et extérieure de Grant.

Son unique objet, ses dangers.

Nous nous sommes chargé de dévoiler les plans de campagne de Grant et de mettre à nu la politique égoïste d'un homme qui ne recule ni devant la perspective d'une nouvelle guerre civile, ni devant les dangers et les hasards d'une guerre étrangère, pour atteindre à son but qui n'est autre que la satisfaction de son ambition personnelle. On a reproché à Napoléon III d'avoir fait, dans un intérêt dynastique, la guerre qui a amené sa chûte et qui a été si désastreuse pour la France. Les reproches étaient plus ou moins juste. Mais, en ce qui concerne Grant, nous défions qui que ce soit de donner à sa politique une explication autre que l'intention de se faire élire une troisième fois pour un troisième terme.

Venant d'un organe de la Louisiane opprimée, une pareille assertion est de prime abord suspecte et demande à être confirmée par des preuves convaincantes. La démonstration est facile, et nous l'avons déjà commencée avec les arguments que les actes et les messages du Président nous ont fournis. Mais, pour la compléter, nous laissons la parole à un journal qui s'attache à répéter les impressions du peuple américain, au *Herald* de New York. On verra par les extraits de son premier article du 22 janvier, qu'il attribue, comme nous l'avons fait, la politique intérieure et extérieure de Grant à un mûrissement de plus en plus mobile, le désir de se maintenir au pouvoir. La conclusion du *Herald*, depuis à quel point ce journal trouve la situation grave.

Le dernier message de Grant sur les armements est le point de départ de l'article du *Herald* qui arrive aux déductions suivantes :

Quelle est la situation à présent ? Le Président Grant est dans la seconde année d'une administration qui a commencé par une violation des traditions de la Constitution sous ce rapport—que la présidence était pour lui un point personnel et non représentatif. . . . Depuis la guerre un sentiment militaire a contrôlé le parti républicain. Le Président commande le gouvernement et le parti exactement comme il a commandé une armée. Il y a d'autre ressorts que celui du maître et fonctionne, et insondable de la Maison Blanche, mais ils sont cachés.

Si le Président, dit le *Herald*, était un patriote désintéressé, animé des sentiments d'un Washington ou même d'un Jackson, nous pourrions espérer que tout reviendrait à bien.

Mais ce Président Grant n'est pas cet homme là. Obstiné, habile, indépendant, n'écoutant que lui même, n'accordant à personne d'influence excepté à ceux qui font appel à son orgueil et aux siens, croyant qu'il est plus nécessaire à notre parti que le parti ne l'a amené ici, et tenant dans la présidence comme son bien personnel, existé par le pouvoir, il n'entend pas abandonner sa proie ou la céder avant d'avoir épuisé tous les moyens pour la retenir. D'après cette description, il est clair que cet ambitieux ne reculera devant aucune chose qui, dans sa conception, paraîtra nécessaire à son but.

Le soulèvement du peuple dans la dernière campagne contre Penn en troisième terme avait détruit la confiance que le Président avait sur la possibilité de garder la présidence au moyen de la discipline de parti. Il ne restait que deux chances : une rébellion dans le Sud et une guerre étrangère. L'admirable patience du peuple du Sud, sévère, coupe le premièrement d'une rébellion dans le Sud.

Il ne restait que l'autre. Une guerre étrangère et il n'y en a de possible qu'avec l'Espagne.

. . . Nous n'avons, cependant, aucune question avec ce pays qui ne puisse se régler avec le temps. . . .

Tout dépendait avec l'Espagne en ce moment, est un prétexte et non un objet. . . . Un appel aux armes serait un crime, un crime commis dans l'intérêt de l'ambition du Président.

Voici, maintenant, la conclusion du *Herald* : elle est significative, émanant d'un journal qui, tout en critiquant parfois le Président, l'a toujours néanmoins soutenu et qui a appuyé deux fois sa candidature.

Il ne faut pas qu'*les* hommes indépendants du Parti oublie parti mécontenaissent la situation. . . . C'est moyen de nos prophéties sur le Césarisme, qu'ne pourdant, un désespéré équité, qu'il ne devrait plus les nier. Il n'y a pas . . . devoir plus grand pour les hommes indépendants—démocrates et républicains—que de s'unir pour la défaite du Président dont les desseins arrivent de Washington comme ils traiteraient un crime contre l'intégrité de la république.

Il faut forcer Grant à donner sa démission, et il faut que la présidence soit transférée à M. Wilson. En exprimant, au début, son opinion d'une façon franche, mais pérémptoire et décisive, le Congrès peut éviter des désastres pour l'avenir. Une attitude de ce genre peut, même, forcer Grant à se démettre des fonctions dont il se sert si délibérément du pays. Mais les vrais bienfaiteurs existent, il faut encourager au Président qu'il ne peut se jouer des intérêts du pays pour son ambition personnelle. La démission de Grant c'est la paix et tant qu'il hésitera nous serons menacés d'avoir la guerre.

LES REPRÉSENTANTS DE LA PAROISSE TERREBONNE.—Parmi les possédés frauduleux qui ont été envoyés par les tribunaux pour changer la composition de la Législature, une mention spéciale est due à deux qui ont été plaqués pour la paroisse Terrebonne.

Pour donner une majorité à MM. Wright et Marin qui siegent dans le canton de Hahn, quatre polls ont été rejetés, le 30 donnant une majorité radicale de 61, le 11e une majorité radicale de 42, en tout 95, le 8e donnant une majorité démocratique de 103 et le 10e une majorité démocratique de 28, en tout 259, ce qui laissait pour la quatre une majorité démocratique de 146, ce qui suffisait pour élire les deux candidats de la fusion Keith, radical, et McCuilom démocrate.

Or, trois des polls, le 8e, le 11e et le 30e ont été rejetés parce que, par suite de fausses instructions, les certificats préparés par les commissaires avaient été enfermés dans les boîtes avec les bulletins de votes, et que le greffier de la cour et l'arpenteur, tous deux radicaux, ont refusé de laisser ouvrir les boîtes pour en retirer les certificats.

Or, le commissaire du 8e poll donnait une majorité conservatrice de 56, étant précisément Wright, l'un des candidats radicaux.

Le 10e poll a été rejeté parce que les certificats n'ont pas été remis dans le délai voulu à l'enregistreur. Or, celui des commissaires qui en était chargé était F. Marin, le candidat radical. Ainsi, Wright et Marin ont assuré leur élection par leur propre fraude.

☞ Avec une piastre vous pouvez acheter une livre de bon thé mêlé au dépôt de thé rue du Camp 5.

A LA LETTRE.—Liquidation et vente au-dessous du prix coûtant, au magasin de Jos. B. Hubbard, établi depuis 1840 au coin des rues Remparts et Peridido, pour cause de retraite.

Nouvelle proposition d'arbitrage.

Le gouverneur McEnery, le lieutenant-gouverneur Penn, l'avocat-général H. N. Ogden, l'auditeur d'Etat James Graham et le surintendant des écoles Robert M. Lusher, légalement élus en 1872 et dépouillés par la fraude et la violence des titres qu'ils tenaient du suffrage universel, ont proposé au sous-comité d'enquête siégeant actuellement à la Nouvelle-Orléans de soumettre leurs droits à l'arbitrage des sept membres formant le comité entier. Voici la lettre qu'ils ont adressée au sous-comité et qui a été remise de leur part, lundi soir, après la séance, à M. Hoar, président du comité congressionnel :

Nouvelle-Orléans, 25 janvier 1875.

A l'Hon. George T. Hoar, président du comité congressionnel :

Lors de la visite récente à la Nouvelle-Orléans d'une partie du comité dont vous êtes président, Wm. P. Kellogg, agissant comme gouverneur de l'Etat, ayant exprimé le désir de soumettre le résultat de l'élection de 1872 à l'examen et au jugement de ce comité, nous soussignés, avons, le 5 janvier, adressé au même corps une communication, dont la copie est ci-jointe, pour lui faire savoir que nous étions prêts à nous soumettre au jugement du même comité relativement au résultat de la dite élection.

Nous désirons maintenant vous faire savoir que nous sommes prêts à accepter le comité entier comme arbitre et à nous soumettre à sa décision, si ses adversaires sont disposés à faire une semblable déclaration.

Comme le gouverneur McEnery a été sommé de produire les retours officiels de l'élection de 1872 devant le Comité des Privilèges et Elections de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, nous croyons que votre Comité pourrait, pour l'examen dont il s'agit à Washington, sans trop vous déranger de vos travaux congressionnels, si vous jugiez nécessaire d'avoir des représentants des deux partis pour vous expliquer, au sujet des retours, ce qui n'y figure pas, il serait pris dans ce but des mesures nécessaires.

En demandant à votre comité de se charger d'une mission aussi délicate et aussi pleine de responsabilité, nous n'hésitons pas que nous vous imposons un grand sacrifice, mais la haute réputation dont vous jouissez dans le pays comme hommes publics, et la grande nécessité qui existe, pour l'Etat comme pour la nation, de mettre promptement fin aux troubles et au scandale déplorables auxquels la situation en Louisiane, depuis l'élection de 1872, a donné lieu, nous ont fait penser que vous accepteriez la tâche que nous vous proposons. Ayant une foi entière dans la justice de notre cause, nous sommes prêts à nous soumettre entièrement à votre décision.

JOHN MCENERY,
D. P. PENN,
H. N. OGDEN,
JAMES GRAHAM,
ROBERT M. LUSHER.

P. S.—Vous trouverez sous ce pli les copies des lettres qui ont été échangées entre le comité dont M. Foster était président et nous.

La valeur des témoins de Kellogg.

HUGH J. CAMPBELL.

Les palmoches de ce personnage qui a été l'un des carpet-baggers les plus notoires de la période de 1868 à 1872, ne nous ont nullement surpris. Il a attaché sa fortune à celle du parti de la fusion parce qu'il l'a cru le plus fort, et il s'est vendu à Kellogg, depuis qu'il a pensé que l'appui de Grant rendait celui-ci maître de la situation.

S'il n'y avait que M. Campbell en cause, nous ne nous donnerions pas la peine de le mettre en contradiction avec lui-même ; mais ce sont des témoins de Kellogg devant le Comité Congressionnel, et pour éclairer le Comité sur la valeur de son témoignage nous croyons utile de rappeler les passages suivants d'un discours prononcé par Hugh J. Campbell le 6 mai 1873, au meeting de la statue de Clay. Il s'agissait d'empêcher la police de partir pour St-Martinville.

"Concitoyens, a dit M. Campbell, quand nous avons inauguré John McEnery comme gouverneur de cet Etat en janvier dernier, nous vous avons demandé si vous étiez disposés à nous soutenir dans le maintien du bon gouvernement d'Etat, vous avez dit que vous soutiendriez, mais avez vous fait ? Avez vous tenu votre promesse ?

"La noble petite paroisse de St-Martin a l'honneur d'être la première à se lever pour résister à cette légion armée de mercenaires. Honneur aux vaillants pionniers dans la cause de la liberté. Qu'est ce gouvernement, pour qu'il envoie si brutalement ses bandes d'hommes armés qui sont soldés par des citoyens contribuant dans le but de garder la ville ? C'est le gouvernement de Kellogg et c'est une usurpation et une tyrannie contre notre peuple élevé dans le berceau de l'infantie et allaité par cette nourrice lépreuse, la malhonnêteté.

"Le peuple de la Nouvelle-Orléans ne saurait pas réaliser la situation. Est-il démoralisé. Je ne le crois pas. Considérons, ce que nous voulons, c'est empêcher la police de quitter son poste et de sortir de la ville pour aller faire des dévastations dans les paroisses des campagnes.

"L'orateur donne à entendre que le peuple de la Nouvelle Orléans manque de confiance et du nerf nécessaire pour appliquer ses principes sur la résistance. Il se plaint de ce que beaucoup de citoyens, entre lesquels MM. Adams, Ogleshy et autres qu'avaient promis de soutenir le gouvernement de McEnery de leur argent, ont payé des taxes au gouvernement de Kellogg.

Mais, ajoute-t-il, nous vous demandons maintenant d'agir avec audace et détermination ; nous voulons que vous soyez prêts à aller à St-Martinville demain et à renvoyer la police à ses affaires."

Pseudo-Législature.

CHAMBRE.

La Chambre est appelée à l'ordre à midi, sous la présidence de Hahn. 54 membres sont présents.

M. Yorke, qui avait annoncé sa démission hier, occupe sa place aujourd'hui.

M. Dennis qui est entré pendant qu'on faisait l'appel dit que M. Ray serait bientôt présent et compléterait le quorum.

On demande que le sergent-d'armes amène les absents morts ou vifs.

Dennis fait observer que si on les amène ainsi, il n'y aura pas plus de quorum.

M. Ray entre et un quorum est déclaré.

M. Devezea demande que le siège de St-Hélène soit adopté et que M. Floyd soit admis. Voté ainsi à l'unanimité.

Le comité fait alors un rapport favorable à l'admission de Richard, comme représentant du 1er district, pour divers raisons, parmi lesquelles l'intimidation, les menaces de renvoi, etc. jouent un rôle.

Une longue discussion s'engage sur ce point. Les uns soutiennent qu'il faut procéder le gouvernement que le siège est vacant pour qu'il ordonne une nouvelle élection ; les autres disent qu'on ne peut pas être plus royaliste que le roi et qu'il faut admettre comme élus les candidats que le Bureau de Retours a déclaré élus lui-même. Enfin on dit que le 1er district a toujours été républicain et qu'on ne peut faire mieux que de lui donner un représentant d'opinion semblable.

Le rapport est finalement adopté par 49 contre 6.

Cette mesure ajoute un membre de plus à la Chambre, ce qui fait trois membres additionnels en comptant Jones York et l'un Sartain que le Bureau des Retours n'avait pas admis.

Le veto du gouverneur sur la charte de ville passée à la dernière session est soutenu. La Chambre alors s'ajourne.

SÉNAT.

Réunion à midi sous la présidence d'Antoine.—20 sénateurs sont présents.

Whitney se lève pour une question de privilège.

Il invite le secrétaire à lire un article du *Picayune* contenant des imputations sur l'auditeur des Comptes Publics.

Cage se lève et dit que le droit d'un Sénateur à repousser les imputations d'un journal, était restreint au cas où le Sénateur est lui-même attaqué.

Le président décide que le point soulevé n'est pas juste et en conséquence Whitney présente une résolution portant qu'il sera nommé un comité pour examiner les livres de l'auditeur afin de l'exonérer des charges portées contre lui par le journal.

La résolution est adoptée.

Le rapport de l'Auditeur annonce que le collecteur Cunson, qui avait été mis au nombre des collecteurs délinquants, a réglé son compte.

Un rapport volumineux des officiers du Bureau des Retours est reçu.

Il est envoyé à l'imprimerie et référé au comité des élections et d'enregistrement.

Kelso présente un bill pour empêcher la cruauté envers les animaux. Lu pour seconde fois et référé.

Le comité de santé et de quarantaine rapporte un bill pour réorganiser le bureau de santé. Ce bill donne au bureau le droit d'enregistrer les naissances, décès et mariages.

Il paraît que les membres du comité s'étaient pas prévenus d'assister à la séance. Les uns soutiennent qu'il faut procéder le gouvernement que le siège est vacant pour qu'il ordonne une nouvelle élection ; les autres disent qu'on ne peut pas être plus royaliste que le roi et qu'il faut admettre comme élus les candidats que le Bureau de Retours a déclaré élus lui-même. Enfin on dit que le 1er district a toujours été républicain et qu'on ne peut faire mieux que de lui donner un représentant d'opinion semblable.

Le rapport est finalement adopté par 49 contre 6.

Cette mesure ajoute un membre de plus à la Chambre, ce qui fait trois membres additionnels en comptant Jones York et l'un Sartain que le Bureau des Retours n'avait pas admis.

Le veto du gouverneur sur la charte de ville passée à la dernière session est soutenu. La Chambre alors s'ajourne.

SÉNAT.

Réunion à midi sous la présidence d'Antoine.—20 sénateurs sont présents.

Whitney se lève pour une question de privilège.

Il invite le secrétaire à lire un article du *Picayune* contenant des imputations sur l'auditeur des Comptes Publics.

Cage se lève et dit que le droit d'un Sénateur à repousser les imputations d'un journal, était restreint au cas où le Sénateur est lui-même attaqué.

Le président décide que le point soulevé n'est pas juste et en conséquence Whitney présente une résolution portant qu'il sera nommé un comité pour examiner les livres de l'auditeur afin de l'exonérer des charges portées contre lui par le journal.

La résolution est adoptée.

Le rapport de l'Auditeur annonce que le collecteur Cunson, qui avait été mis au nombre des collecteurs délinquants, a réglé son compte.

Un rapport volumineux des officiers du Bureau des Retours est reçu.

Il est envoyé à l'imprimerie et référé au comité des élections et d'enregistrement.

Kelso présente un bill pour empêcher la cruauté envers les animaux. Lu pour seconde fois et référé.

Le comité de santé et de quarantaine rapporte un bill pour réorganiser le bureau de santé. Ce bill donne au bureau le droit d'enregistrer les naissances, décès et mariages.

Il paraît que les membres du comité s'étaient pas prévenus d'assister à la séance. Les uns soutiennent qu'il faut procéder le gouvernement que le siège est vacant pour qu'il ordonne une nouvelle élection ; les autres disent qu'on ne peut pas être plus royaliste que le roi et qu'il faut admettre comme élus les candidats que le Bureau de Retours a déclaré élus lui-même. Enfin on dit que le 1er district a toujours été républicain et qu'on ne peut faire mieux que de lui donner un représentant d'opinion semblable.

Le rapport est finalement adopté par 49 contre 6.

Cette mesure ajoute un membre de plus à la Chambre, ce qui fait trois membres additionnels en comptant Jones York et l'un Sartain que le Bureau de